



**PRÉFECTURE  
DE LA GUADELOUPE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°971-2024-176

PUBLIÉ LE 20 JUIN 2024

# Sommaire

## DEETS /

971-2024-06-18-00010 - Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA CROIX ROUGE FRANÇAISE DES ABYMES pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 775 672 272 211 38 action 14 du BOP 304 (4 pages)	Page 3
971-2024-06-18-00009 - Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA MAISON DE L'INSERTION pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 451 818 215 000 19 action 14 du BOP 304 (4 pages)	Page 8
971-2024-06-18-00011 - Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA MAISON ST VINCENT pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 451 818 215 000 198 Action 14 du BOP 304 (4 pages)	Page 13
971-2024-06-18-00008 - Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association L'ARCHE pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 843 756 503 000 36 action 14 du BOP 304 (5 pages)	Page 18
971-2024-06-18-00007 - Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association SOLID R PLUS pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 910 120 294 000 12 action 14 du BOP 304 (5 pages)	Page 24

## DEETS / POLE T

971-2024-06-14-00015 - Arrêté modificatif DEETS Pôle T du 14/06/2024 modifiant la liste des organismes agréés pour la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique (CSE), en matière de santé, sécurité et de conditions de travail, prévue par l'article R 2315-8 du code du travail (3 pages)	Page 30
---	---------

# DEETS

971-2024-06-18-00010

Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA CROIX ROUGE FRANÇAISE DES ABYMES pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 775 672 272 211 38 action 14 du BOP 304

**Arrêté DEETS/PS du 18 JUIN 2024**  
attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024  
à la **CROIX ROUGE FRANÇAISE DES ABYMES**  
pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire  
SIRET N° 775 672 272 211 38 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté du 02 mai 2016 fixant la liste des personnes morales de droit privé habilitées au niveau national à recevoir des contributions publiques destinés à la mise en œuvre de l'aide alimentaire,
- Vu la demande de l'association **La CROIX ROUGE FRANÇAISE DES ABYMES** en date du 22 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

**Arrête**

- Article 1<sup>er</sup>** Une subvention d'un montant de **HUIT MILLE EUROS (8 000 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à la **CROIX ROUGE FRANÇAISE DES ABYMES** - SIRET N° 775 672 272 211 38, dont le siège social est situé Immeuble Le 37 - Lotissement Dugazon de Bourgogne - Rue du cadastre 97139 Les Abymes, pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire.
- Article 2** **Calendrier de mise en œuvre**  
Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :  
– Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature dudit arrêté

- Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature de l'arrêté
- Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
- Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action

**Un certificat de démarrage** devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

**Article 3** Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
BRED BANQUE POPULAIRE 10107	00475	00734063593	38	BREDFRPPXXX
<b>IBAN</b>	FR76 1010 7004 7500 7340 6359 338			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 5 600 € soit 70 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 2 400 € € soit 30 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

**Article 4** En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

**Article 5** L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

**Article 6** L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

**Article 7** En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

**Article 8** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

**Article 9** Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

GOURBEYRE, le 18 JUIN 2024

La Directrice Adjointe  
Responsable du pôle Solidarités  
de la DEETS

Pascale REPE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.*

*Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".*

## ANNEXE 1

### **CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES**

#### **BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024**

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1<sup>er</sup> euro pour sa mise en œuvre

#### 1°) Porteur du projet :

- Nom de l'association :

.....

- Téléphone du responsable de l'action:

.....

#### 2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :

.....

#### 3) Acte attributif :

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action : .....

#### 4°) Démarrage de l'action

- Action débutée :

☐

- Date du démarrage : .....

- Action non débutée :

☐

- Date prévisionnelle de démarrage : .....

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

## ANNEXE 2

### SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

#### INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

#### 1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

#### 2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

#### 3°) Situation

1) Volumes distribués	<b>Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE</b> <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

#### 4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		<b>A renseigner en fonction De votre activité</b>
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

#### 5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		<b>L'accompagnement est obligatoire</b>
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

#### 6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------

DEETS

971-2024-06-18-00009

Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA MAISON DE L'INSERTION pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 451 818 215 000 19 action 14 du BOP 304

**Arrêté DEETS/PS 18 JUIN 2024**

attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024

à l'association **La Maison de l'Insertion** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire

SIRET n° 451 818 215 00019 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 20 octobre 2022 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinés à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **La Maison de l'Insertion** en date du 31 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

**Arrête**

- Article 1<sup>er</sup>** Une subvention d'un montant de **HUIT MILLE EUROS (8 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **La Maison de l'Insertion** - N° Siret : 451 818 215 00019, situé Ruelle des Bambous – Rue des Caramboliers– 97113 GOURBEYRE - Téléphone : 06 90 59 39 68, pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur la Commune de Gourbeyre.
- Article 2** Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :
- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
  - Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté,
  - Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
  - Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

Un certificat de démarrage devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

**Article 3** Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
La Banque Postale	01018	0133868G015	25	PSSTFRPPBTE
IBAN	FR90 2004 1010 1801 3386 8G01 525			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 4 640 € soit 58 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 3 360 € soit 42 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

**Article 4** En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

**Article 5** L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

**Article 6** L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

**Article 7** En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

**Article 8** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

**Article 9** Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **18 JUIN 2024**

La Directrice-Adjointe  
Responsable du pôle Solidarités  
de la DEETS  
  
Pascale PÉPE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

**ANNEXE 1**

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR  
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES**

**BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024**

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1<sup>er</sup> euro pour sa mise en œuvre

**1°) Porteur du projet :**

- Nom de l'association : .....
- Téléphone du responsable de l'action: .....

**2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :**

.....

**3) Acte attributif :**

- N° Convention **OU** N° Arrêté de l'action : .....

**4°) Démarrage de l'action**

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage : .....
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage : .....

Date:.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

## ANNEXE 2

### SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

#### INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

#### 1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

#### 2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

#### 3°) Situation

1) Volumes distribués	<b>Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE</b> <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge.	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

#### 4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		A renseigner en fonction De votre activité
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

#### 5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		L'accompagnement est obligatoire
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

#### 6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------

## DEETS

971-2024-06-18-00011

Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024 à l'association LA MAISON ST VINCENT pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire SIRET 451 818 215 000 198 Action 14 du BOP 304

**Arrêté DEETS/PS 18 JUIN 2024**

attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024

à l'association **La Maison de l'Insertion** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire

SIRET n° 451 818 215 00019 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 20 octobre 2022 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinés à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **La Maison de l'Insertion** en date du 31 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

**Arrête**

- Article 1<sup>er</sup>** Une subvention d'un montant de **HUIT MILLE EUROS (8 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **La Maison de l'Insertion** - N° Siret : 451 818 215 00019, situé Ruelle des Bambous – Rue des Caramboliers– 97113 GOURBEYRE - Téléphone : 06 90 59 39 68, pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur la Commune de Gourbeyre.
- Article 2** Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :
- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
  - Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté,
  - Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
  - Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

Un **certificat de démarrage** devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

**Article 3** Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
La Banque Postale	01018	0133868G015	25	PSSTFRPPBTE
IBAN	FR90 2004 1010 1801 3386 8G01 525			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 4 640 € soit 58 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 3 360 € soit 42 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

**Article 4** En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

**Article 5** L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

**Article 6** L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

**Article 7** En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

**Article 8** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

**Article 9** Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **18 JUIN 2024**

La Directrice Adjointe  
Responsable du pôle Solidarités  
de la DEETS  
  
Pascale PÉPE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. "Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".*

**ANNEXE 1**

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR  
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES**

**BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024**

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1<sup>er</sup> euro pour sa mise en œuvre

**1°) Porteur du projet :**

- Nom de l'association : .....
- Téléphone du responsable de l'action: .....

**2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :**

.....

**3) Acte attributif :**

- N° Convention **OU** N° Arrêté de l'action : .....

**4°) Démarrage de l'action**

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage : .....
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage : .....

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

## ANNEXE 2

### SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

#### INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

#### 1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

#### 2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

#### 3°) Situation

1) Volumes distribués	<b>Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE</b> <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge.	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

#### 4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		A renseigner en fonction De votre activité
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

#### 5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		L'accompagnement est obligatoire
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

#### 6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------

DEETS

971-2024-06-18-00008

Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une  
subvention au titre de l'exercice 2024 à  
l'association L'ARCHE pour la mise en œuvre de  
l'aide alimentaire SIRET 843 756 503 000 36  
action 14 du BOP 304

**Arrêté DEETS/PS du 18 JUIN 2024**  
attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024  
à l'association **L'Arche** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire  
SIRET n° 843 756 503 00036 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 01 juillet 2021 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **L'Arche** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire des personnes en difficulté dans en date du 31 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

**Arrête**

- Article 1<sup>er</sup>** Une subvention d'un montant de **SIX MILLE EUROS (6 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **L'Arche** - N° Siret : 843 756 503 00036, situé Immeuble le Globe – Morne à Vaches – 97100 BASSE TERRE pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur les communes du territoire, allant de Bouillante à Goyave, en passant par Basse-Terre.
- Article 2** Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :
- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
  - Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté,
  - Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
  - Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

**Un certificat de démarrage** devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

**Article 3** Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
LCL 30002	06173	0000070399A	86	CRLYFRPP
IBAN	FR22 3000 2061 7300 0007 0399 A86			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 2 340 € soit 39 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 3 660 € soit 61 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

**Article 4** En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

**Article 5** L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

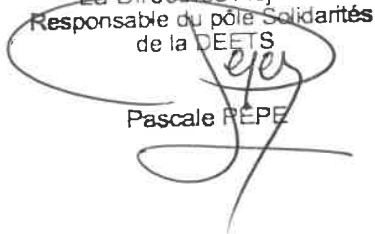
**Article 6** L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

**Article 7** En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

**Article 8** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

**Article 9** Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **18 JUIN 2024**

La Directrice Adjointe  
Responsable du pôle Solidarités  
de la DEETS  
  
Pascale REPE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.*

*Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".*

**ANNEXE 1**

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR  
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES**

**BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024**

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1<sup>er</sup> euro pour sa mise en œuvre

**1°) Porteur du projet :**

- Nom de l'association : .....
- Téléphone du responsable de l'action: .....

**2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :**

.....

**3) Acte attributif :**

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action : .....

**4°) Démarrage de l'action**

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage : .....
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage : .....

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

## ANNEXE 2

### SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

#### INDICATEURS A TRANSMETTRE

Nom de la structure :
Lieu de déroulement de l'action :
Date de mise en œuvre de l'action :
Circuit de distribution (commune + sections) :

#### 1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

#### 2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		Profils des bénéficiaires
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

#### 3°) Situation

1) Volumes distribués	<b>Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE</b> <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

#### 4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		<i>A renseigner en fonction De votre activité</i>
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

#### 5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		<i>L'accompagnement est obligatoire</i>
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

#### 6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		Sorties positives
--------------------------------	--	-------------------



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

TITULAIRE DU L ARCHE LE CHEMIN VERS  
COMPTE : LA VIE

IBAN : FR22 3000 2061 7300 0007 0399 A86

BIC : CRLYFRPP

BANQUE	INDICATIF	NUMERO DE COMPTE	CLEF
30002	06173	0000070399A	86

DOMICILIATION : CL BASSE TERRE (06173)

DEETS

971-2024-06-18-00007

Arrêté DEETS PS du 18 juin 2024 attribuant une  
subvention au titre de l'exercice 2024 à  
l'association SOLID R PLUS pour la mise en œuvre  
de l'aide alimentaire SIRET 910 120 294 000 12  
action 14 du BOP 304

**Arrêté DEETS/PS** **18 JUIN 2024**  
attribuant une subvention au titre de l'exercice 2024  
à l'association **SOLID'R PLUS** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire  
SIRET n° 910 120 294 000 12 – Action 14 du BOP 304

Le préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination du préfet de la région de Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, en outre, représentant de l'état dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Xavier LEFORT ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'arrêté du 21 avril 2022 portant nomination sur l'emploi de directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté du 21 novembre 2023 portant délégation de signature au directeur de la DEETS de Guadeloupe, Monsieur Ludovic de GAILLANDE ;
- Vu l'arrêté DEETS du 22 novembre 2023 portant subdélégation de signature à la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de la Guadeloupe ;
- Vu la notification des crédits 2023 des régionaux du programme 304 pour l'action 14 « aide alimentaire » transmis par mail en date du 13 avril 2023 ;
- Vu les crédits inscrits au Budget opérationnel du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », Action 14 « Aide alimentaire » de la Direction de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) pour l'exercice 2023 ;
- Vu l'arrêté DEETS du 20 octobre 2022 fixant la liste de personnes morales de droit privé habilitée de la Guadeloupe à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire ;
- Vu la demande de l'association **SOLID'R PLUS** pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire des personnes en difficulté, en date du 21 décembre 2023.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Guadeloupe.

**Arrête**

- Article 1<sup>er</sup>** Une subvention d'un montant de **DIX MILLE EUROS (10 000,00 €)** est attribuée au titre de l'année 2024 à l'association **SOLID'R PLUS** - N° Siret : 910 120 294 000 12, situé 65 rue Gerty Archimède – 97131 PETIT-CANAL pour la mise en œuvre de l'aide alimentaire sur les communes de Petit-Canal, Port-Louis, Anse-Bertrand, Mome-À-L'eau.
- Article 2** Le projet financé doit respecter le calendrier ci-après :
- Durée de l'arrêté : 1 an à compter de la date de signature de ladite convention
  - Date de mise en œuvre du projet subventionné : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté
  - Date d'éligibilité des dépenses : rétroactive au 01 janvier de l'année de signature du présent arrêté

- Date de transmission du bilan et des indicateurs de réalisation : 3 mois après la date de fin de réalisation de l'action.

**Un certificat de démarrage** devra obligatoirement être transmis à la DEETS, dès les premières dépenses (annexe 1).

**Article 3** Cette subvention sera versée à 100 % selon les procédures comptables en vigueur sur le compte suivant :

Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé	Code BIC
LA BANQUE POSTALE 20041	01018	03696138015	15	PSSTFRPPBTE
IBAN	FR54 2004 1010 1803 6961 3B01 515			

Cette somme sera imputée sur les crédits inscrits au Programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » - Action 14 « Aide alimentaire », de l'exercice 2024 selon la répartition suivante :

- code activité 030450141504 « fonctionnement des structures » pour 2 200 € soit 22 % du budget
- code activité 030450141505 « achat de denrées » pour 7 800 € soit 78 % du budget.

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la région de Guadeloupe.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de Guadeloupe.

**Article 4** En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de l'arrêté par l'association, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre du présent arrêté.

**Article 5** L'association devra faciliter, à tout moment, le contrôle de l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

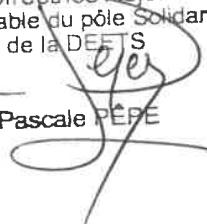
**Article 6** L'association fera parvenir le bilan qualitatif et financier à la DEETS de la Guadeloupe, dans un délai de trois mois après la réalisation de l'action, accompagné des indicateurs joints en annexe.

**Article 7** En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent arrêté, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Basse-Terre.

**Article 8** Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'Association.

**Article 9** Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Gourbeyre, le **18 JUIN 2024**

La Directrice Adjointe  
Responsable du pôle Solidarités  
de la DEETS  
  
Pascale PÈRE

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.*

*Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*"Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".*

**ANNEXE 1**

**CERTIFICAT DE DEMARRAGE D'UNE OPERATION FINANCEE PAR  
LE SERVICE PROTECTION DES POPULATIONS DU POLE SOLIDARITES**

**BOP 304 – Action 14 – AIDE ALIMENTAIRE – CREDITS DE BASE 2024**

L'action est considérée comme débutée dès l'utilisation du 1<sup>er</sup> euro pour sa mise en œuvre

**1°) Porteur du projet :**

- Nom de l'association : .....
- Téléphone du responsable de l'action: .....

**2°) Lieu de déroulement de l'action (adresse complète) :**

.....

**3) Acte attributif :**

- N° Convention OU N° Arrêté de l'action : .....

**4°) Démarrage de l'action**

- Action débutée : ☐
- Date du démarrage : .....
- Action non débutée : ☐
- Date prévisionnelle de démarrage : .....

Date.....

Nom/prénom du signataire + Sceau

## ANNEXE 2

### SUBVENTION DANS LE CADRE DES CREDITS DE BASE 2024

#### INDICATEURS A TRANSMETTRE

<b>Nom de la structure :</b>
<b>Lieu de déroulement de l'action :</b>
<b>Date de mise en œuvre de l'action :</b>
<b>Circuit de distribution (commune + sections) :</b>

#### 1°) Porte d'entrée pour la distribution

Institutions	CCAS /CIAS	Travailleurs familiaux	Démarches spontanées	Centre médico/social	Services mandataires	Centres sociaux	Autres (préciser)
Nombre reçu							

#### 2°) Bénéficiaires

Nombre de familles reçues		<i>Profils des bénéficiaires</i>
Nombre de personnes reçues		
Nombre d'étudiants ou jeunes scolarisés		
Nombre de personnes sans domicile fixe		
Nombre de BRSA		

#### 3°) Situation

1) Volumes distribués	<b>Extraction sur les plateformes TIKADI ou ESCARSELLE</b> <i>(Une copie de toutes les données relatives à ces indicateurs sont à extraire sur les plateformes et à transmettre en l'état)</i>
2) Bénéficiaires	
3) Ventilation des bénéficiaires par âge	
4) Ventilation des bénéficiaires par sexe	

#### 4°) Données sur la distribution

Nombre total de colis distribués		<i>A renseigner en fonction De votre activité</i>
Nombre total de colis d'urgence		
Nombre de livraison à domicile		
Nombre de repas distribués		
Nombre de petits déjeuners offerts		
Nombre de rotation du bus alimentaire		

#### 5°) Données sur l'accompagnement

Nombre d'ateliers réalisés		<i>L'accompagnement est obligatoire</i>
Nombre de bénéficiaires accompagnés		
Nombre d'accompagnement individualisé		
Fréquence des visites dédiées à l'accompagnement		

#### 6°) Données sur les sorties

Nombre de sorties enregistrées		<i>Sorties positives</i>
--------------------------------	--	--------------------------



## RIB - Relevé d'Identité Bancaire / IBAN

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire des opérations sur votre compte (virements, prélèvements, etc ... ).  
This statement is intended to be delivered to those of your creditors or debtors who have transactions posted to your account (credit transfers, invoice payments, etc ... ).

RIB - Relevé d'Identité Bancaire				Domiciliation
ETABLISSEMENT	GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB	
20041	01018	03696138015	15	
				<b>BASSE TERRE CENTRE FINANCIER</b>
				<b>38 RUE HENRI BECOUEREL</b>
				<b>97196 JARRY CEDEX</b>

L'identifiant international de compte est intégré au présent relevé d'identité bancaire. Cet identifiant a été créé pour faciliter les règlements transfrontières.

IBAN - Identifiant International de Compte							BIC - Banque Internationale pour le Commerce
FR54	2004	1010	1803	6961	3801	515	PSSTFRPPBTE

### Titulaire du Compte - Account Owner

#### SOLID R PLUS

STE GENEVIEVE CHEZ MME TURAM ULL  
CHEMIN DE LA CHAPELLE  
97131 PETIT CANAL

Cadre réservé au destinataire du relevé

La Banque Postale - Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4 046 407 595 euros  
Siège social et adresse postale : 115, rue de Sévres - 75 275 Paris Cedex 06  
RCS Paris 421 100 645 - Code APE 6419Z - Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424

# DEETS

971-2024-06-14-00015

Arrêté modificatif DEETS Pôle T du 14/06/2024  
modifiant la liste des organismes agréés pour la  
formation des membres de la délégation du  
personnel du comité social et économique (CSE),  
en matière de santé, sécurité et de conditions de  
travail, prévue par l'article R 2315-8 du code du  
travail



**Arrêté modificatif DEETS Pôle T du 14/06/2024**

**modifiant la liste des organismes agréés pour la formation des membres  
de la délégation du personnel du comité social et économique (CSE),  
en matière de santé, sécurité et de conditions de travail,  
prévues par l'article R 2315-8 du code du travail**

**Le Préfet de la région Guadeloupe,  
Préfet de la Guadeloupe,  
Représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin**

**Vu** le code du travail, notamment les articles L.2315-17, L.2315-18, R.2315-8, R.2315-12, R.2315-13, R.2315-14, R.2315-15 et R.2315-16 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Xavier LEFORT, en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'Etat dans les Collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

**Vu** l'arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de la relance, de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, du ministre des outre-mer et du ministre des solidarités et de la santé en date du 21 avril 2022, M. Ludovic DE GAILLANDE, attaché d'administration de l'Etat hors classe, est nommé directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Guadeloupe, à compter du 7 mai 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Ludovic De GAILLANDE, Directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la Guadeloupe ;

**Vu** la demande d'agrément présentée par la société ALLIANCE CONSEIL, le 14 novembre 2019 ;

**Vu** l'avis du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP), le 09 décembre 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 juin 2019 établissant la liste des organismes agréés pour la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique (CSE), en matière de santé, sécurité et de conditions de travail, prévues par l'article R 2315-8 du code du travail ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 6 novembre 2019, 28 janvier 2020, 15 décembre 2020, 4 mars 2021 et 7 juin 2021, 1<sup>er</sup> décembre 2022 et 20 décembre 2022, 17 février 2023, 14 juin 2023, 5 juillet 2023 et 02 août 2023 complétant ou modifiant la liste des organismes agréés pour la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique (CSE) en matière de santé, sécurité et condition de travail prévue par l'article R.2315-8 du code du travail ;

**Vu** la demande de renouvellement d'agrément transmise par la société ALLIANCE CONSEIL reçue le 12 février 2024 ;

*Sur proposition du directeur de la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités*

## **ARRETE**

**Article 1** – La liste des organismes agréés pour la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique (CSE), en matière de santé, sécurité et conditions de travail est ainsi complétée :

ALLIANCE CONSEIL	Immeuble LAS COLINAS, Parc d'activité de Colin 97170 PETIT-BOURG
------------------	---

**Article 2** – L'agrément est renouvelé pour une période de quatre années à partir de la date de signature du présent arrêté.

Il peut être retiré à tout moment si les conditions de son attribution n'étaient pas respectées.

**Article 3** – Les organismes sont tenus de remettre chaque année avant le 30 mars, un compte rendu d'activité de l'année écoulée. Ce document doit être adressé au Directeur des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

**Article 4** – Les organismes sont tenus de délivrer aux représentants du personnel, à la fin des stages, une attestation d'assiduité.

**Article 5** – Le directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Baie-Mahault, le **14 JUIN 2024**



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de l'économie, de l'emploi  
du travail et des solidarités (DEETS)

Ludovic DE GAILLANDE

Voies et délais de recours

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique auprès du ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Basse-Terre dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*